

Climate Justice Times

CONTENTS:

2. Mon coin de paradis

3. Crise climatique : passez à la banque !

5. La "grande fonte" – changement climatique et Himalaya

Mon coin de paradis

Dérèglement climatique, montée du niveau de la mer : autant de facteurs qui frappent de plein fouet les Etats de faible altitude dans le Pacifique. Témoignage de Maria Tiimon à Kiribati, un des ensembles insulaires déjà touchés.

J'ai grandi à Kiribati, une minuscule nation insulaire du Pacifique. Aujourd'hui, je vis à Sydney, en Australie, mais au mois d'avril dernier, je suis rentrée voir ma famille, et j'ai été consternée par ce que j'y ai vu. De nombreuses essences d'arbres sont en train de disparaître, comme par exemple l'arbre à pain, qui joue un rôle fondamental dans le régime alimentaire des autochtones. Les puits sont asséchés. La mangrove, si présente dans mes souvenirs d'enfance, a pratiquement disparu. Mon père m'emmenait à un endroit que j'aimais beaucoup quand j'étais petite ; mais aujourd'hui il a été englouti par les flots.

Que s'est-il passé ? Comme d'autres Etats du Pacifique, Kiribati souffre d'un dérèglement du cycle des pluies et des sécheresses graves qui vont avec. Même les habitants du coin qui ont la mémoire longue ne se souviennent de rien de comparable. Iorim Tabuae fait partie des anciens à Kiribati. « Le climat n'avait rien à voir, quand j'étais jeune, m'explique-t-il. Il ne faisait pas aussi chaud. Aujourd'hui, la chaleur nous tue. Le climat varie énormément : il est maintenant impossible de prédire le temps qu'il fera ». La montée du niveau de la mer se fait aussi sentir de façon douloureuse : l'altitude la plus élevée de l'ensemble des îles de Kiribati culmine à... trois mètres au-dessus des flots. Les grandes marées de printemps atteignent désormais les terres agricoles et contaminent les quelques puits qui subsistent, dont l'eau est maintenant saumâtre.

Les maisons, les hôpitaux sont régulièrement inondés, et certains ne s'en sortent que de justesse. « L'an dernier, un jour que nous étions en train de jouer aux cartes avec des amis, nous avons remarqué que la marée arrivait beaucoup plus haut que les saisons passées. Puis tout à coup, nous avons vu d'énormes vagues foncer sur nous. Nous avons déguerpi en vitesse, attrapé des valises, des cartons, quelques effets personnels importants et nous avons fui au plus loin de la mer. J'ai vraiment cru que la fin du monde était arrivée. Les vagues sont arrivées jusqu'à la maison, elles ne se sont pas arrêtées et elles ont atteint la route principale, en plein milieu de l'île », raconte Katarina Tirio, qui jouait aux cartes avec Iorim.

Au cours du dernier siècle, le niveau de la mer a monté de 17 centimètres, du seul fait de l'augmentation de volume de l'eau qui se réchauffe. La fonte des glaciers et de la banquise va elle aussi contribuer à cette montée des eaux. L'évacuation des îles Tulun (ou îles Kilinailau) a déjà commencé : c'est la première du genre, directement causée par le changement climatique. Qu'arrivera-t-il à mon pays si les eaux continuent à monter ? Comme le dit Iorim : « Dans certains coins, nous avons dû déplacer les maisons plus à l'intérieur des terres. Mais nos îles sont tellement petites : nous avons peur de re tomber de l'autre côté, et de finir dans la mer. »

« Il y a des pays pour qui la pollution de l'atmosphère a été source de profits. Nous, nous en payons le plus lourd des prix. »

La population de Kiribati atteint les 100 000 âmes et mes compatriotes ne veulent pas quitter leurs terres. Ils aiment leur pays. Et de toutes façons, où iraient-ils ? Une analyse exhaustive réalisée par l'Université d'Oxford estime qu'à l'horizon des 50 prochaines années, les « déplacés climatiques » approcheront les 200 millions de personnes, au bas mot.

Le problème ne concerne donc pas que mon coin de la planète : il prend une dimension véritablement mondiale. Je voyage actuellement un peu partout dans le cadre du Pacific Calling Partnership pour informer les gens ce qui se passe sur les îles de faible altitude du Pacifique. Les habitants de ces îles ont peu contribué au réchauffement climatique : les pays industrialisés doivent reconnaître cette réalité.

Le président de Kiribati, Anote Tong, a déclaré : « Il y a des pays pour qui la pollution de l'atmosphère a été source de profits. Nous, nous sommes dans la situation inverse, et nous payons le plus lourd des prix. Les pays industrialisés ont le devoir de nous traiter en êtres humains et d'agir immédiatement contre le réchauffement climatique, sans plus attendre. »

Maria Tiimon travaille pour le Pacific Calling Partnership du Edmund Rice Centre for Justice and Community Education à Sydney



www.erc.org.au/pcp

Le Centre travaille à faire reconnaître leur responsabilité dans le réchauffement climatique aux principaux pollueurs du monde développé ; il propose que ce soit ces derniers qui montrent l'exemple en matière de réduction des émissions.. C'est également la position que défend Friends of the Earth International dans le cadre de sa campagne pour une justice climatique.

Pelenise Alofa Pilitati est née à Fidji et vit actuellement à Tarawa, la capitale de Kiribati. Elle gère la Kauaoki Foundation Enterprise et est Présidente de la Churches Education Director's Association à Kiribati. Elle défend les habitants insulaires du Pacifique, leurs droits et leurs terres.

Crise climatique : passez à la banque !

Les fonds publics destinés à la lutte contre le changement climatique ne doivent pas transiter par la Banque mondiale, mais par les Nations Unies.

Argent et changement climatique entretiennent une relation inextricable. Le premier nourrit le second, car le modèle économique dominant, en encourageant la course mondiale à l'énergie et autres ressources, est à l'origine même de la crise climatique. A son tour, l'environnement s'en retrouve dégradé, tandis que les droits de l'homme sont piétinés. Au final, la capacité de l'environnement et des hommes à s'adapter aux effets néfastes du changement climatique s'en trouve amoindrie. Parallèlement, le manque de moyens empêche l'apparition de sociétés économes en carbone et de modèles de résistance locale à travers le monde.

Les gouvernements engagés dans les négociations climatiques concentrent leurs efforts sur la conception et la mise au point de mécanismes de financement inédits. Certains pays comptent bien profiter de financements privés pour prendre en charge – au moins partiellement – les coûts exponentiels de préparation et d'adaptation au changement climatique. Les dépenses auxquelles ces pays devront faire face dans ce contexte sont nombreuses, et comprennent notamment des investissements dans l'efficacité énergétique, la lutte contre la déforestation, un changement de paradigme dans la gestion de l'eau et des denrées alimentaires, et la mise en place de systèmes de lutte contre les épidémies et pour leur prévention.

Les questions de financement de la lutte contre le changement climatique se trouvent au cœur des discussions, et la Banque mondiale veut se donner comme mission de devenir le banquier climatique de la planète – notamment en se taillant la part du lion dans les fonds concernés. Par ailleurs, la même Banque mondiale est le premier bailleur international de projets pétroliers et gaziers et c'est un des acteurs de premier plan de la déforestation. Autant d'engagements qui favorisent le changement climatique. Le financement de la lutte contre le changement climatique, via la Banque mondiale, rajoute au poids de la dette des pays du Sud : en effet, les pays en développement se trouvent contraints de contracter de nouveaux prêts « climatiques », ne serait-ce que pour faire face aux conséquences de ce changement climatique.



« la Banque mondiale veut se donner comme mission de devenir le banquier climatique de la planète »

Pourquoi les pays qui n'ont que peu de responsabilité dans le changement climatique doivent-ils faire face à plus de dettes encore ? Pourquoi les pays riches sont-ils autorisés à comptabiliser ces prêts – qui devront bien être remboursés – comme un nouveau financement de la lutte contre le changement climatique en faveur des pays pauvres ? La sombre ironie de la situation est que ce sont bien les pays riches qui ont une dette

vis-à-vis des autres pays, et non l'inverse. C'est leur consommation débridée des énergies fossiles qui a causé le rejet de quantités excessives de gaz à effet de serre dans notre atmosphère commune.

C'est ce qu'on appelle la « dette climatique » : ce sont les pays riches qui ont largement déclenché cette crise climatique, mais cette dernière se fait sentir le plus douloureusement dans les pays pauvres, et ce sont les générations futures qui devront en subir le coût. Les mécanismes de financement de la lutte contre le changement climatique qui existent déjà, tels le Mécanisme de Développement Propre (MDP) du Protocole de Kyoto ou le système d'échange de quotas d'émission dans l'Union européenne (SCEQE) n'ont pas atteint – et de loin – les objectifs escomptés. En dépit de – ou peut-être grâce à – leur inefficacité, ces mécanismes continuent de bénéficier d'un large soutien dans les pays riches du Nord, précisément parce qu'ils offrent à leurs élites, à leurs grandes entreprises, à leurs secteurs bancaires – investisseurs et financiers y compris – un moyen d' « acheter » ou de tirer profit de la transition vers une forme de développement économe en carbone.

Ainsi, ces institutions ne s'attaquent pas aux causes à l'origine du changement climatique que sont l'industrialisation, la sur-consommation d'énergies fossiles par une minorité riche de la planète, ainsi que la marchandisation du vivant. Pour tenter de régler le changement climatique, il va falloir, *a contrario*, mettre à bas le système économique actuel emmené par les grandes entreprises. Les mesures de lutte contre le réchauffement de la planète doivent tirer leur justification d'une transition fondamentale vers des sociétés équitables et durables pour avoir une chance de porter leurs fruits.

Le financement de la lutte contre le changement climatique doit permettre aux communautés autochtones de gérer leurs ressources locales de façon soutenable, qu'il s'agisse de l'énergie, des forêts ou de l'eau. Il doit donner la priorité aux techniques et aux savoir-faire locaux ; il doit donner les moyens de leur propre développement aux Peuples Indigènes, aux femmes aux autres groupes sociaux vulnérables. Afin de rembourser réellement la dette climatique, le financement de la lutte contre le changement climatique doit provenir de sources publiques dans les pays riches ; il doit par ailleurs venir renforcer les engagements d'aide financière qui pré-existent déjà. Les flux financiers en provenance du MDP comptent déjà une fois pour compenser le manque d'action dans les pays développés ; ils ne doivent donc pas être décomptés une seconde fois dans les obligations financières qu'ont les pays développés vis-à-vis des pays en développement.

Quant aux fonds d'origine privée, ils ne doivent pas avoir leur place dans le financement de la lutte contre le changement climatique. Les gouvernements concernés doivent s'engager à créer un fonds multilatéral de financement de la lutte contre le changement climatique sous l'égide des Nations Unies – et non sous celle de la Banque mondiale, comme c'est actuellement le cas. La CCNUCC, guidée par des principes adoptés internationalement et fondés sur la responsabilité historique, doit être la principale convention-cadre internationale pour lutter contre le changement climatique.

Karen Orenstein, Friends of the Earth USA



« Les glaciers autour de l'Everest disparaissent et notre mode de vie est menacé. »

Pemba Dorje Sherpa, l'alpiniste qui détient le record de l'ascension la plus rapide de l'Everest et dont le pays natal est en train de changer à cause du réchauffement climatique.

La "grande fonte" – changement climatique et Himalaya

Le réchauffement de la planète a déjà un impact considérable sur l'Everest et la Chaîne de l'Himalaya. Les glaciers fondent et provoquent des crues qui mettent les locaux en danger. Mais la grande fonte signifie aussi une grande sécheresse car ces "châteaux d'eau" de l'Asie perdent leur capacité à fournir de l'eau aux gigantesques fleuves durant les mois estivaux.

Les glaciers et les champs de glace des montagnes de l'Himalaya et du Plateau du Tibet (la chaîne de l'Himalaya) stockent en effet le troisième plus grand volume d'eau douce au monde après les régions polaires de l'Arctique et l'Antarctique. Ils se réchauffent de deux à quatre fois plus vite que la moyenne globale et si le réchauffement continue sur cette lancée, les glaciers de l'Himalaya fonderont à un rythme qui va s'accélérer, jusqu'à finir par disparaître. Beaucoup auront disparu avant la moitié du siècle et il se peut qu'ils aient totalement disparu d'ici 2100.

Les conséquences sont bien connues et des augmentations à court terme des écoulements dans les principaux réseaux fluviaux, suivis de baisses à long terme avec des impacts catastrophiques en font partie. La perte potentielle de cette ressource en eau constitue l'une des plus grandes menaces du réchauffement global pour l'humanité.

Les huit plus grands réseaux fluviaux d'Asie prennent leur source dans la Chaîne de l'Himalaya. Les glaciers augmentent en volume durant l'hiver et rétrécissent en été, garantissant ainsi un modèle saisonnier régulier d'écoulement des eaux fondues dans ces fleuves, notamment au printemps. Pendant l'été et l'automne, ils fournissent une source en eau de réserve vitale si la mousson n'a pas lieu. Cela fait des champs de glace de la Chaîne de l'Himalaya une ressource cruciale pour plus d'un milliard de personnes.

Mais l'Himalaya est à cheval sur quelques-unes des régions les plus pauvres du monde et ses plaines sont densément peuplées. Le revenu moyen par habitant dans la région est d'environ US\$1 000 par an. Ces nations et communautés ont des capacités limitées pour faire face aux graves impacts des crues qui sont suivies de baisses des ressources en eau.

Ces impacts sur la Chaîne de l'Himalaya vont amoindrir la sécurité en termes d'eau et de nourriture sur une grande partie de l'Asie et contribuer à un déplacement humain à grande échelle, et ce sont les mêmes nations qui vont connaître les pires effets qui en sont les moins responsables. Cela renforce l'appel des pays en voie de développement pour une justice climatique.

Les pays développés qui représentent moins d'un cinquième de la population mondiale ont émis presque les trois-quarts de l'ensemble des émissions à ce jour et ils doivent accepter leur responsabilité dans l'histoire envers le monde en développement. La justice climatique sera obtenue lorsque les pays qui ont la plus grande responsabilité historique du changement climatique feront le plus possible pour éviter des dégâts supplémentaires. Cela peut être fait par une réduction considérable de leurs propres émissions sur le plan national. Cependant, même des coupes profondes dans les émissions des pays riches laisseront peu d'espace atmosphérique pour les pays pauvres afin qu'ils se développent en sécurité et le monde industrialisé doit donc aussi reconnaître les droits des pays en voie de développement à se développer en tant que sociétés durables et fournir des finances et de la technologie pour leur transition vers des économies à faibles émissions de carbone. Et à côté de cela, ils doivent les soutenir dans leur

défi pour s'adapter aux impacts du changement climatique, dont le défi de la grande fonte à laquelle sont confrontés les peuples de la chaîne de l'Himalaya en Asie.

Pour plus de détails, le rapport des Amis de la Terre Australie 'High Stakes: Climate Change, the Himalayas, Asia and Australia' peut être consulté à cette adresse: www.thebigmelt.org

« Nous demandons la justice climatique. De nombreux pays d'Asie sont les moins responsables du réchauffement global et pourtant la pollution des pays riches nuit déjà à notre économie, à notre environnement et à nos sociétés. »

*Prakash Sharma, Directeur général de Pro-Public Népal
(Amis de la Terre Nepal).*